

# Partira, partira pas... Cette question récurrente autour de Nicolas Hulot

04/07/2018 | Terre-net Média

**Utile ou pas utile ? Rester ou partir ? Les avis déferlent sur l'action de Nicolas Hulot au gouvernement, au moment où approche l'échéance estivale que le ministre s'est lui-même fixée.**

Cette semaine est importante. Le Premier ministre, **Edouard Philippe**, présente mercredi un **plan biodiversité** que son ministre de l'écologie souhaite « ambitieux », mais à la portée encore incertaine. Vendredi, **Nicolas Hulot** marquera le premier anniversaire de son plan climat, que les ONG jugent « loin du compte ».

Depuis sa nomination en mai 2017, la question de sa capacité à agir et à se maintenir n'a cessé de refaire surface, et faisait encore la une de la presse mardi. « Cet été, on aura avec le président et le Premier ministre un moment de vérité », avait dit l'intéressé mi-mai, affirmant qu'il tirerait à l'été « les leçons » si « les conditions » de mise en place des politiques qu'il défend « ne sont pas remplies ». « Pour moi l'été, c'est quand on part en vacances », glisse-t-il mardi dans une interview publiée sur le site internet du Parisien. A la question de savoir quand il partira en vacances, il répond ensuite : « sans doute pas avant cinq ans ». Au cours des dernières semaines il est apparu particulièrement remonté, défendant vigoureusement son bilan. Lundi soir, il était plutôt rieur lors d'un « Facebook Live » avec le Premier ministre. « On le sent plus enjoué qu'il n'a pu l'être à certains moments », note l'ex-députée européenne Sandrine Bélier, de l'ONG Humanité et Biodiversité, espérant y voir un signe d'avancée sur les dossiers encore attendus.

## Écolos impatients

Mais au moment où les ministres vont passer leur grand oral auprès du premier d'entre eux (jeudi matin pour Hulot), d'autres défenseurs de l'environnement retiennent les concessions faites : accord commercial avec le Canada (Ceta), autorisation de raffinerie basée sur l'huile de palme, plans qualité de l'air n'empêchant pas le renvoi devant la justice européenne... « Il faudrait qu'il parte car il est en train d'attaquer sa propre crédibilité pour la donner à un gouvernement qui a montré son vrai visage : agressif, ultralibéral », dénonçait dans Libération Claire Nouvian, de l'ONG Bloom. La loi agriculture et alimentation, « c'est (le ministre de l'Agriculture) Stéphane Travert qui l'a gérée », dit à l'AFP Laurent Pinatel, de la Confédération paysanne, pour qui « on a une loi qui a occupé tous les acteurs agricoles pendant un an et qui ne va pas changer grand-chose au final ». Mais « ce serait bien pire s'il n'était pas là », le défend Audrey Pulvar. « Je me pose toujours la question de savoir qui serait là s'il n'était pas là », a dit à l'AFP la présidente de la Fondation pour la nature et l'homme, l'ex-Fondation Hulot.

Parmi ses victoires, l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, l'inscription annoncée de l'environnement dans la Constitution, la concrétisation de six parcs éoliens en mer... « Sans lui, nous n'aurions pas obtenu ce qu'on a obtenu », estime aussi Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables, qui cite aussi les appels d'offres dans le solaire, les mesures pour l'éolien et la méthanisation. Mais « il faudra deux ou trois ans pour donner un jugement définitif, notamment » après la feuille de route énergétique de la France attendue prochainement.

## Soutien gouvernemental

Hulot pointe aussi son rôle dans la décision d'interdire le glyphosate d'ici 2021, même s'il a échoué à la faire graver dans la loi. « Vous ne voyez que ce qu'il n'y a pas ! », reproche-t-il aux journalistes. « Si on veut être objectif et ne pas décourager tout le monde, il faut aussi voir ce qu'il y a ! » Le gouvernement, lui, ménage son ministre. « Nicolas Hulot a toute sa place au gouvernement », a insisté mardi son porte-parole, Benjamin Griveaux, sur BFMTV. « Son départ serait dommageable » pour le sommet de l'Etat, estime Jérôme Sainte-Marie, de PollingVox, à propos de ce ministre populaire qui permet à Emmanuel Macron d'adoucir son « image techno et d'homme des entreprises » et « de drainer de nouvelles catégories, moins urbaines, moins jeunes ». « Et avant les européennes, (perdre Nicolas Hulot) redonnerait un peu d'allant à la gauche », ajoute le spécialiste de l'opinion. Mardi, le groupe des députés LREM lui a exprimé son soutien et 111 d'entre eux, son proche Matthieu Orphelin en tête, ont signé une tribune « L'écologie avance ! » Quant à la pétition pour « libérer » Hulot, lancée par des humoristes de France Inter, elle recueillait mardi 5 000 signataires.